

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 37/002/2009 – ÉFAI

4 février 2009

AU 28/09 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

HONDURAS **Bertha Oliva (f), coordinatrice du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH)
ainsi que les autres membres du personnel du COFADEH**

Bertha Oliva, coordinatrice du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH), a été menacée de mort. Les menaces qu'elle a reçues semblent liées au travail du COFADEH, notamment à la campagne que cette organisation mène pour que les proches de victimes honduriennes de disparitions forcées obtiennent réparation, qui a retenu l'attention de l'opinion nationale ces derniers mois. Amnesty International est inquiète pour la sécurité de Bertha Oliva et de ses collègues.

Le 27 janvier, Bertha Oliva a reçu deux SMS de menaces. D'abord le suivant : « *Tu veux savoir qui je suis ? Il vaudrait mieux pour toi que tu ne le saches pas. Et je ne veux pas que vous continuiez de m'appeler, ou je vais devoir vous clouer le bec d'une autre manière et tu sais déjà de quoi je parle.* » puis : « *Comment vas-tu ce matin ? J'espère que tu vas bien. Parce que lorsque je le voudrai, il se peut que tu te retrouves la bouche pleine de vers. Et dans un sac poubelle.* »

Le même jour, des tracts ont été distribués dans le parc central de Tegucigalpa, la capitale. Leur contenu critiquait la campagne menée par le COFADEH en faveur d'une politique nationale de réparation pour les proches de victimes de disparitions forcées et accusait Bertha Oliva et ses collègues d'être corrompus.

Le COFADEH, comme d'autres organisations non gouvernementales, s'est particulièrement engagé en faveur d'un grand nombre des quelque 200 personnes qui ont subi une disparition forcée pendant leur détention aux mains des forces de sécurité honduriennes dans les années 1980. Le 5 décembre 2008, le président du Honduras a émis un décret établissant les grandes lignes d'un programme de réparation pour les victimes d'atteintes aux droits humains, y compris de disparitions forcées, commises au cours de la période 1980-1993.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bertha Oliva et le COFADEH figuraient, parmi 135 militants et leurs organisations, sur une liste découverte en possession de deux policiers en civil le 10 septembre 2008. Ces agents, qui assuraient une mission de surveillance devant le siège d'un syndicat, détenaient également un appareil photo contenant des clichés des locaux de plusieurs organisations non gouvernementales, dont le COFADEH. Ils sont maintenus en détention en attendant leur procès. Le directeur adjoint de l'unité d'informations et d'analyses de la police a été suspendu de ses fonctions à la suite de cet événement.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Bertha Oliva et de ses collègues du COFADEH à la suite des deux messages de menaces de mort qu'elle a reçus le 27 janvier ;
- exhortez les autorités à faire en sorte que des mesures efficaces et appropriées soient prises immédiatement pour garantir la sécurité de ces personnes, dans le plus strict respect de leurs souhaits ;

- priez instamment le procureur général d'ordonner qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur ces menaces, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de mener librement leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

APPELS À :

Ministre de la Sécurité :

Coronel Jorge Alberto Rodas Gamero

Ministro

Ministerio de Seguridad Pública

Cuartel Casa Mata

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 237 9070

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général :

Abogado Leonidas Rosa Bautista

Fiscal General del Estado

Ministerio Público, Lomas del Guijarro

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 221 5667

Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras (COFADEH)

Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes, Casa No. 1301

Apartado Postal 1243

Tegucigalpa, Honduras

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 18 MARS 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.